



# BILAN ASSISTANCE 2022

# SOMMAIRE

- 1. LES CHIFFRES CLÉS DE L'ASSISTANCE**
- 2. ASIE**
- 3. MOYEN-ORIENT**
- 4. UNION EUROPÉENNE/BALKANS**
- 5. EUROPE DE L'EST / ASIE CENTRALE**
- 6. AMÉRIQUES**
- 7. AFRIQUE**
- 8. AUTRES**



*La journaliste Niyaz Abdullah @DR*

# 1.

# LES CHIFFRES CLÉS DE L'ASSISTANCE

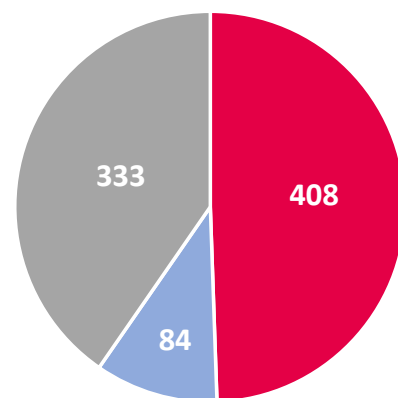


## NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS

2022 a marqué une augmentation considérable de la portée des activités de l'assistance. Le bureau Assistance de Paris a traité **825 cas** en 2023, ce qui correspond à une **augmentation de 25 %** par rapport à 2021. Par dossier « traité », on entend que le cas a été ouvert et/ou a fait l'objet de recherches et d'échanges avec le journaliste, que la requête ait abouti sur un soutien ou non.

Sur les 825 dossiers ouverts, **408 cas ont été soutenus**, soit 50 % des demandes. 84 sont en attente de réponse (10 %), et 333 dossiers (40 %) ont été refusés ou n'ont pas abouti, en raison d'une perte de contact ou d'un manque d'information.

Cas traités par l'assistance



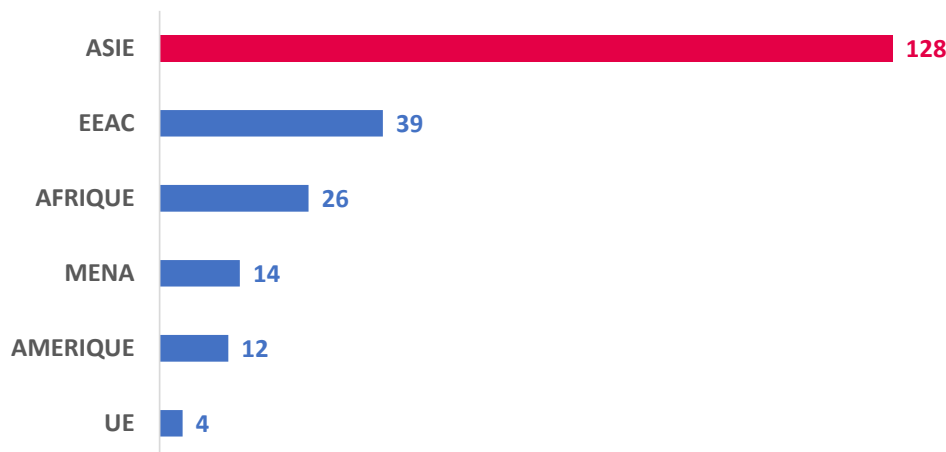
■ Soutenu ■ En attente ■ Refusé

## BOURSES INDIVIDUELLES

**223 bourses individuelles** ont été attribuées à des journalistes issus de **42 pays différents**, pour un montant total de **418 407 euros**.

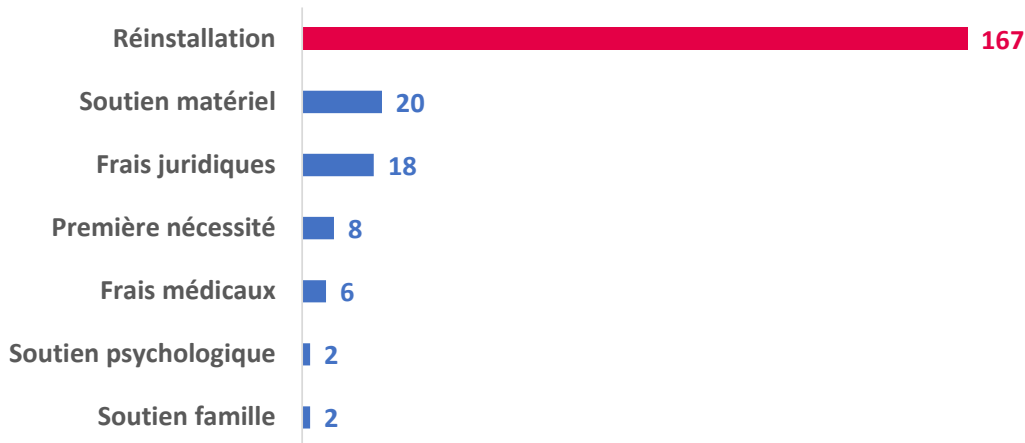
La crise afghane continue de marquer l'activité du bureau puisque la **majorité des bourses (101, soit 58 %) ont été destinées à des journalistes afghans**. L'Asie est ainsi la zone la plus couverte, suivie par l'Europe de l'Est, conséquence de la guerre en Ukraine et des bourses attribuées aux journalistes russes et ukrainiens. **28 bourses ont été octroyées à des journalistes russes**. Les soutiens financiers aux journalistes ukrainiens ont été envoyés directement par notre partenaire ukrainien IMI, qui a distribué 94 bourses individuelles grâce au fonds attribué par l'assistance. Les pays les plus représentés en 2022 en dehors des crises afghane et ukrainienne sont le Myanmar (9 bourses), la République Démocratique du Congo (9 bourses), la Chine (8 bourses) et Hong Kong (7 bourses). Cette répartition géographique marque un changement de dynamique important pour le bureau Assistance, puisque c'est la première fois depuis le début de la crise syrienne en 2011 que le Moyen-Orient est aussi peu représenté.

Répartition géographique des bourses



Fait révélateur de l'insécurité grandissante à laquelle font face les journalistes, 2022 a marqué une nouvelle augmentation des bourses pour couvrir des frais de réinstallation d'urgence. **75 % des bourses étaient destinées à couvrir des frais de réinstallation**, contre 63 % en 2021. C'est la première fois depuis l'ouverture du bureau assistance que ce taux est aussi haut. Cela s'explique entre autres par le fait que la majorité des bourses attribuées en 2022 étaient destinées à des journalistes ayant récemment fui l'Afghanistan.

### Objet des bourses

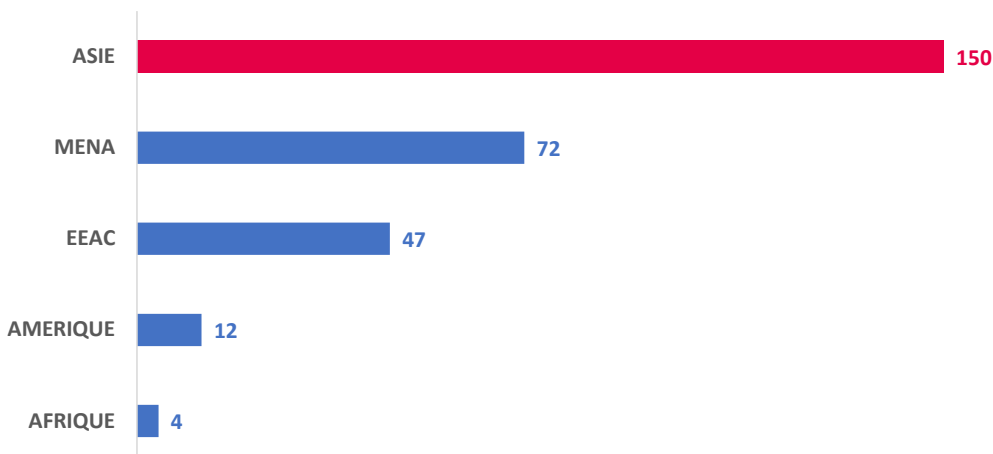


## SOUTIENS ADMINISTRATIFS

Le bureau Assistance a envoyé **285 lettres** en 2022 pour soutenir les demandes de visa et d'asile de journalistes en exil. Ces journalistes étaient issus de **19 pays différents**. Une grande partie de ces lettres (68) étaient destinées à des journalistes afghans ayant fui au Pakistan ou en Iran et souhaitant trouver refuge dans des pays tiers.

De nombreux journalistes russes (29) ont également fait appel au bureau assistance pour soutenir leur demande de visa et de titre de séjour en Europe, tout comme les 24 journalistes iraniens qui ont reçu des lettres de soutien à leur demande de visa ou de protection auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Enfin, bien que moins représentés que les années précédentes, le nombre de journalistes syriens exilés en Turquie et à la recherche d'un pays tiers reste important. En 2022, 15 journalistes syriens ont bénéficié d'un soutien administratif de RSF.

### Répartition géographique des soutiens administratifs



# SOUTIENS MÉDIAS

**41 médias** ont été soutenus financièrement en 2022 dans 8 pays différents, pour un montant total de **288 766 euros**.

Parmi les médias soutenus, **32 se trouvent en Ukraine**. Le reste des soutiens a été orienté vers la Chine (3 médias soutenus), Hong Kong (2), le Brésil (1), la Russie (1), l'Arménie (1) et la Slovaquie (1). Par ailleurs, le **JX fund**, co-initié par RSF en mars 2022, a permis de soutenir dans l'urgence la réinstallation et la reprise des activités d'une cinquantaine de médias, principalement russes et biélorusses.

Répartition géographique des soutiens médias

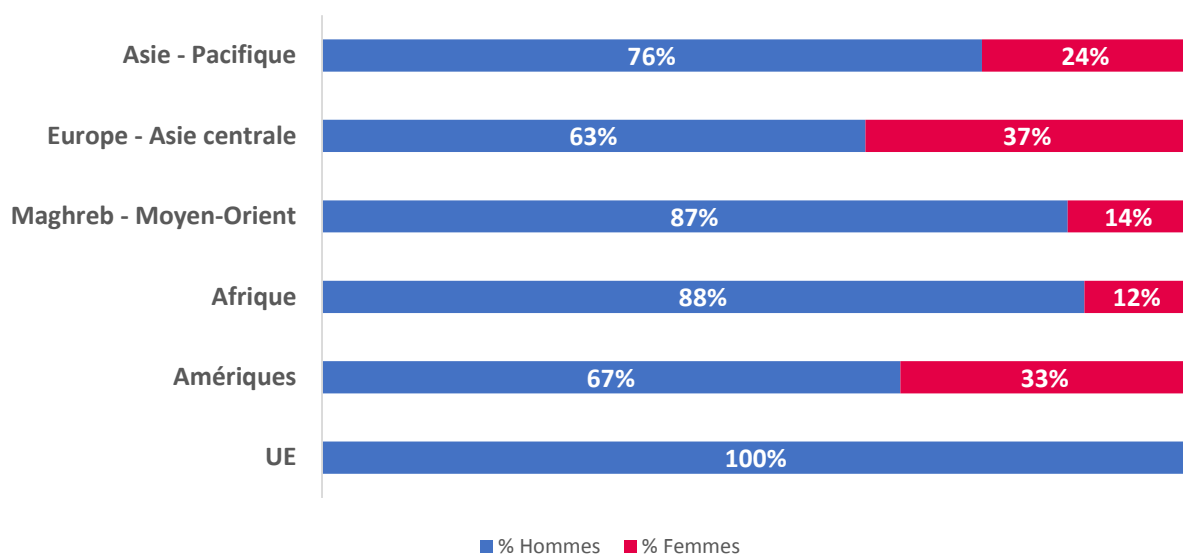


## DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

### GENRE

**25 % de femmes** sur l'ensemble des 408 journalistes soutenus (le ratio monte à **29 % si on se concentre uniquement sur les soutiens financiers**). La part de femme soutenues varie fortement en fonction des régions comme on peut le voir ci-dessous).

Focus: pourcentage de femmes soutenues par région



# EXIL

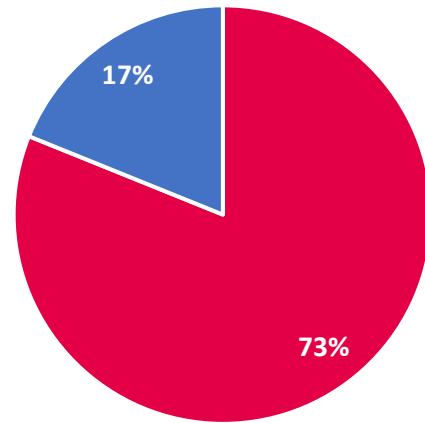
## 73 % des journalistes soutenus par RSF en 2022 vivent en exil.

Le ratio est impressionnant, mais relativement stable par rapport aux années précédentes.

Cette stabilité est pourtant trompeuse, car lorsque l'on se penche sur les pays d'origine des journalistes, il apparaît que les pays les plus représentés sont l'Afghanistan et la Russie, alors que la Syrie a longtemps été le principale pôle d'activité du bureau. Cette évolution est évidemment directement liée aux crises qui ont marqué l'année, au retour des talibans en Afghanistan, et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Cependant, les chiffres de 2022 font apparaître un autre élément, qui est la démultiplication des crises. Les années précédentes, on n'observait pas de départs massifs sur autant de pays différents. En 2022, le bureau Assistance a témoigné de départs en masse de journalistes non seulement d'Afghanistan et de Russie, mais également d'Iran, de Syrie, de Birmanie, et du Bélarus.

## Pourcentage de journalistes en exil



■ Exil ■ Pas exil

### PAYS D'ORIGINE

*\*seuls les 10 premiers pays sont mentionnés*

|                    |            |
|--------------------|------------|
| <b>AFGHANISTAN</b> | <b>134</b> |
| <b>RUSSIE</b>      | <b>50</b>  |
| <b>IRAN</b>        | <b>24</b>  |
| <b>SYRIE</b>       | <b>20</b>  |
| <b>BIRMANIE</b>    | <b>16</b>  |
| <b>BÉLARUS</b>     | <b>15</b>  |
| <b>IRAK</b>        | <b>7</b>   |
| <b>CHINE</b>       | <b>5</b>   |
| <b>ÉRYTHRÉE</b>    | <b>4</b>   |
| <b>HONG KONG</b>   | <b>3</b>   |

### PAYS D'ACCUEIL

*\*seuls les 10 premiers pays sont mentionnés*

|                    |            |
|--------------------|------------|
| <b>PAKISTAN</b>    | <b>111</b> |
| <b>TURQUIE</b>     | <b>45</b>  |
| <b>FRANCE</b>      | <b>16</b>  |
| <b>THAÏLANDE</b>   | <b>15</b>  |
| <b>IRAN</b>        | <b>14</b>  |
| <b>ALLEMAGNE</b>   | <b>10</b>  |
| <b>GÉORGIE</b>     | <b>8</b>   |
| <b>ROYAUME-UNI</b> | <b>8</b>   |
| <b>ARMÉNIE</b>     | <b>7</b>   |
| <b>UKRAINE</b>     | <b>7</b>   |

# 2.

# ASIE

**Nombre de Journalistes soutenus : 192**

**Nombre de soutiens administratifs : 150**

**Nombre de bourses individuelles : 128**

**Montant total des bourses individuelles : 211 769€**

**Nombre de soutien média : 4**

**Montant total soutien média : 46 320€**

## AFGHANISTAN : AIDER LES JOURNALISTES DANS LEUR QUÊTE DE REFUGE

### Une mobilisation ininterrompue

Dès la prise de Kaboul par les talibans le 15 août 2021, des milliers de journalistes locaux ont cessé leurs activités et cherché à quitter le pays, craignant de subir de graves représailles, comme le décrit une journaliste maintenant réfugiée en France :

*« L'effondrement de l'ancien régime afghan a eu des conséquences sur la vie et les activités de toute la population, mais ce sont les journalistes, catégorie systématiquement exclue et réprimée par les talibans, qui ont été les plus impactés. En tant que femme journaliste employée par l'un des principaux médias du pays, je m'efforçais depuis des années de promouvoir la liberté d'expression et les valeurs progressistes au sein de la société afghane. Mais après le 15 août, par peur de subir des représailles, je n'ai plus pu continuer à travailler comme avant [...] Vivre et travailler en Afghanistan après le retour des talibans était comme être en prison. »*

Les équipes de RSF se mobilisent depuis plus d'un an pour identifier les professionnels des médias les plus vulnérables et plaider auprès de plusieurs États pour que soit organisée leur évacuation. Les autorités françaises, allemandes et espagnoles ont répondu à l'appel de RSF et ont contribué, jusqu'à aujourd'hui, à faire sortir des dizaines de journalistes afghans afin qu'ils rejoignent l'Europe. À ce jour, les équipes de RSF ont contribué à l'accueil de 39 journalistes en France, 18 en Espagne et en Allemagne.

### Pour les journalistes, une attente pleine d'incertitudes

Ces évacuations se sont néanmoins déroulées au compte-gouttes, provoquant de la frustration et de l'inquiétude chez les journalistes, ainsi que l'atteste le parcours de cette journaliste arrivée en France en septembre dernier seulement :

*« Depuis août 2021, j'ai été en contact constant avec le bureau Assistance de RSF, je leur suis reconnaissante d'avoir maintenu cette communication directe avec nous. J'ai partagé avec l'équipe les bonnes et mauvaises nouvelles, et j'ai toujours trouvé de l'écoute et des solutions. Je ne pourrai jamais remercier assez pour le soutien moral et humanitaire qui m'a été apporté durant les temps sombres que j'ai vécus sous le régime taliban. »*



Dans un climat délétère où fermetures de médias et arrestations de journalistes se sont multipliées au fil des mois, de nombreux professionnels des médias ont été contraints de fuir vers les pays limitrophes sans attendre une hypothétique évacuation vers un pays sûr. Arrivés principalement au Pakistan ou en Iran, ces journalistes se trouvent dans une situation économique très précaire, sans possibilité de travailler légalement ni de s'établir dans le pays de façon pérenne.

Confronté à un afflux massif de demandes de soutien de la part de journalistes afghans en détresse, le bureau Assistance n'a eu de cesse de documenter les parcours des journalistes le contactant et, pour les cas pertinents, de leur apporter une aide financière et/ou à la réinstallation. Ainsi, **101 soutiens financiers individuels ont été octroyés en 2022 à des journalistes afghans en exil au Pakistan et en Iran.** Par ailleurs, l'équipe a continué son travail de coordination avec les autorités françaises afin de soutenir les demandes de visa de 68 journalistes afghans exilés dans des pays tiers. Seulement 7 d'entre eux ont obtenu une réponse positive à ce jour, les autres attendent toujours un retour de la part des autorités françaises, parfois depuis plusieurs mois.

## **L'asile, un long chemin vers la reconstruction**

Parmi les journalistes arrivés en France, beaucoup témoignent d'un parcours douloureux après avoir tout abandonné derrière eux.

*« Après avoir traversé tant d'épreuves en Afghanistan et au Pakistan, je suis arrivé en France en juin 2022 grâce au soutien de RSF et du gouvernement français. Je vis maintenant dans un CADA dans un petit village avec ma famille [...] Je suis reconnaissant car nous sommes dans un lieu sûr mais de nouveaux défis nous attendent car recommencer une nouvelle vie est difficile. »*

Bien qu'en sécurité en France, les journalistes sont en effet confrontés à un parcours éprouvant, qui commence par le dépôt d'une demande de protection auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Le bureau Assistance suit activement la situation des journalistes arrivés sur le territoire, soutient leur demande de protection et les oriente vers des associations aptes à leur apporter le soutien dont ils ont besoin, qu'il soit matériel ou psychologique. À ce jour, **RSF a ainsi soutenu 39 demandes d'asile auprès de l'Ofpra.** Presque tous les journalistes se sont déjà vu octroyer la protection de l'État français, quelques-uns arrivés plus récemment sont encore en attente de réponse.

Installés dans diverses régions françaises, tous font part de nombreux projets pour le futur et d'une grande volonté d'apprendre le français rapidement afin de pouvoir ainsi reprendre leurs activités universitaires, professionnelles et sociales au plus vite : *« J'étudie actuellement le français et, une fois ma formation terminée, j'entrerai sur le marché du travail en France. Je voudrais continuer à travailler comme journaliste ici. »*

Le bureau Assistance a également pu compter sur la plateforme Protect Defenders qui a mis en place un partenariat avec les autorités canadiennes, désireuses d'accueillir sur leur territoire des défenseurs des droits humains afghans. À ce jour, deux journalistes référés à Protect Defenders par le bureau Assistance ont pu rejoindre le Canada avec leurs proches, et cinq autres devraient suivre le même chemin dans les mois à venir.



La journaliste Peghla Farida Saraish Ahmadi a dû quitter l'Afghanistan avec son époux et leurs deux enfants pour le Canada. @DR

**Peghla Farida Saraish Ahmadi. Fondatrice et directrice de Radio Saraish**, une station locale qui émet dans la province de Jowzjan. La journaliste a quitté l'Afghanistan pour le Pakistan en novembre 2021 et a pu rejoindre le Canada un an plus tard, avec son époux et leurs deux enfants.

*« Parce que je suis une femme, mes droits fondamentaux, au travail et à la citoyenneté ont disparus à l'arrivée des talibans au pouvoir. J'avais passé plusieurs années à traiter des droits des femmes et des droits humains en général, ce qui m'exposait à de graves menaces. Par conséquent, j'ai dû tout quitter, y compris ma famille, et fuir l'Afghanistan.*

*[Mes proches et moi] vivons maintenant dans de bonnes conditions au Canada, où nous avons commencé une nouvelle vie à Toronto. Le gouvernement canadien nous a offert sa protection et tout ce dont nous avons besoin. Le travail de RSF a été bénéfique, je suis très reconnaissante à l'organisation de tous ses efforts pour nous aider [...] Mon mari et moi-même avons dédié plus de quinze ans de notre vie au journalisme ; nous souhaitons reprendre notre activité dans ce secteur, car nous refusons que la voix des journalistes soit réduite au silence. Avec du soutien, nous pourrions créer un média ici au Canada et continuer notre travail. »*

## Birmanie : continuer d'informer malgré les risques

Près de deux ans après la prise de contrôle du pouvoir par la junte birmane, le bilan des atteintes contre la liberté de la presse commises par les militaires reste accablant, avec des arrestations et condamnations s'enchaînant à un rythme effrayant tout au long de l'année 2022.

Dans ce contexte de répression sans fin, des demandes de soutien provenant de professionnels des médias birmans ont continué régulièrement au bureau Assistance. Ces demandeurs avaient généralement fui en catastrophe leur pays face à un risque accru d'arrestation. **9 d'entre eux ont reçu une aide financière afin de couvrir leurs frais de réinstallation en Thaïlande**, refuge privilégié de la presse birmane en raison de la proximité géographique entre les deux pays.

Depuis cette terre d'exil, la plupart des journalistes continuent leur travail pour des médias indépendants et nombre d'entre eux traversent régulièrement la frontière à leurs risques et périls pour continuer de fournir une information fiable sur la situation dans leur pays. Le danger est grand pour les reporters, notamment ceux qui couvrent les combats armés dans la zone frontalière. S'ils sont pour le moment à l'abri de représailles en Thaïlande, les journalistes n'y sont néanmoins pas en sécurité pour autant du fait de leur statut légal précaire, qui les expose à un risque d'expulsion constant. Beaucoup souhaitent donc rejoindre un pays tiers dans l'espoir d'y trouver un refuge plus stable.

**Le bureau Assistance a ainsi soutenu les demandes de visa et de protection de 12 journalistes birmans en 2022.**

# 3.

# MOYEN ORIENT

**Nombre de journalistes soutenus : 63**

**Nombre de soutiens administratifs : 72**

**Nombre de bourses individuelles : 14**

**Montant total des bourses individuelles : 23 944€**

## **Irak - Niyaz Abdullah : du Kurdistan irakien à Paris, le combat pour une presse libre**

Très active dans la couverture de l'actualité dans la région du Kurdistan irakien, Niyaz Abdullah a collaboré avec plusieurs médias audiovisuels, parmi lesquels *Voice of America*, la chaîne de télévision *NRT* et *Radio Nawa*. En février 2021, elle a couvert le procès de trois journalistes indépendants accusés d'espionnage après qu'ils se sont fait l'écho du mouvement de protestation contre la gestion économique de la pandémie sur les réseaux sociaux, et a défendu ses confrères suite à leur condamnation à six ans de prison ferme par la cour pénale d'Erbil pour « atteinte à la sécurité nationale ». Dans une région où la répression est sans limites contre les journalistes critiques des familles régnantes, la journaliste craignait de subir des représailles en raison de sa prise de position en faveur d'une presse libre et indépendante. Elle a été contrainte de cesser ses activités et quitter son domicile, vivant cachée pour ne pas risquer d'allonger la liste des professionnels des médias emprisonnés au Kurdistan irakien.

Dans une situation intenable, elle s'est tournée vers notre organisation pour obtenir un soutien. Le bureau Assistance a appuyé sa demande de visa auprès des autorités françaises qui ont permis à Niyaz Abdullah de rejoindre le territoire national en septembre 2021. Après de longs mois de procédure, la journaliste a finalement obtenu l'asile en France en juillet 2022, toujours avec le soutien de RSF. Installée à Paris, elle continue ses activités qui lui ont valu d'être récompensée par l'organisation Committee to Protect Journalists cette année.

*Journaliste au Kurdistan irakien, Niyaz Abdullah a obtenu l'asile en France en juillet 2022 avec le soutien de RSF. ©DR*



## Syrie - ANA Press : de la Syrie à la Turquie, la répression sans fin

Après plus de dix ans de guerre dans leur pays, les journalistes syriens continuent de souffrir des conséquences de ce conflit aux multiples impacts, en Syrie et dans les pays frontaliers. Ainsi, ceux qui pensaient avoir trouvé refuge en Turquie déchantent souvent devant la répression systématique de la presse indépendante opérée par le gouvernement Erdogan. L'agence **ANA Press**, fondée par des journalistes exilés en 2011, en a régulièrement fait les frais. Après l'arrestation de son cofondateur en Turquie en 2016, qui s'était suivie par son départ du pays quelques années plus tard, des collaborateurs avaient décidé de continuer leur travail dans le pays malgré les risques. Néanmoins, les convocations adressées par la police à plusieurs d'entre eux en 2020 et 2021 ont renforcé leurs craintes de subir un harcèlement administratif et judiciaire de la part des services turcs. Quatre collaborateurs du média se sont alors tournés vers RSF afin d'obtenir un soutien à leur demande de visa auprès des autorités françaises. Tous ont été autorisés à rejoindre la France en 2022 et se sont établis à Paris. Trois d'entre eux ont obtenu la protection des autorités françaises, après un nouveau soutien du bureau Assistance auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra); le quatrième journaliste attend un retour de la part des services chargés de l'immigration. Tous apprennent le français et espèrent pouvoir continuer leurs activités journalistiques.

## Iran, la répression au delà des frontières

La République islamique d'Iran est l'un des régimes les plus répressifs au monde envers les journalistes. Les attaques contre les médias couvrant les manifestations qui ont suivi la mort de Mahsa Amini ne sont que le nouvel épisode d'une répression qui dure depuis des années. En 2022, le bureau Assistance a soutenu 25 journalistes iraniens. Parmi ces dossiers, 15 ont été ouverts avant 2022 et sont suivis depuis plusieurs années par l'équipe Assistance. Certains nous ont contactés dès 2014. Il s'agit de journalistes iraniens ayant quitté leur pays il y a plusieurs années, actuellement en exil en Turquie, et à la recherche d'un pays sûr où continuer à exercer leur travail d'information. Les gardiens de la révolution traquent leurs opposants jusqu'en Turquie, et ces journalistes, qui ont fait le choix courageux de continuer à publier sur les exactions commises par le régime iranien, reçoivent régulièrement des menaces, que ce soit sur les réseaux sociaux ou *via* des appels anonymes. L'enlèvement et l'exécution de Rouhollah Zam en 2020 ont prouvé que le danger était réel pour les journalistes iraniens en exil.

Ces 15 journalistes accompagnés par RSF sont depuis plusieurs années à la recherche de solutions pour s'établir dans un pays sûr. Leurs demandes de visa ont été rejetées, et leurs demandes de protection auprès du HCR n'ont jamais abouties. Certains d'entre eux étaient engagés dans des programmes de réinstallation du HCR, pour lesquels ils attendent une réponse depuis des années. RSF a référé certains de ces cas à la plateforme Protect Defenders, dans le cadre de leur programme de visa avec le Canada. Leurs dossiers sont actuellement à l'étude.

Dix autres journalistes iraniens ayant quitté le pays après septembre 2022 ont été soutenus par RSF. Ces journalistes ont dû fuir l'Iran après avoir couvert les manifestations ayant suivi la mort de Mahsa Amini. Ils sont tous accompagnés par le bureau Assistance dans leurs demandes de visa et d'asile, et 3 d'entre eux ont bénéficié d'un soutien financier.

Afin de soutenir et protéger les journalistes continuant à exercer leur métier en Iran, RSF a également mis à leur disposition des accès VPNs gratuits. 85 VPNs ont ainsi été distribués en 2022.

# 4.

# UNION EUROPÉENNE BALKANS

**Nombre de journalistes soutenus : 4**

**Nombre de bourses individuelles : 4**

**Montant total des bourses individuelles : 10 230€**

**Nombre de soutien média : 2**

**Montant total soutien média : 8000€**

## Les journalistes européens face à la menace des Slapp

RSF a observé en 2022 de nombreuses procédures judiciaires abusives contre des journalistes. Ces procédures, communément appelées SLAPP, acronyme de « *strategic lawsuits against public participation* » qui pourraient être traduit par « procédures-bâillons » sont des poursuites stratégiques visant à décourager les travailleurs de l'information.

En Grèce, en Serbie, et en Espagne les autorités ont utilisé la menace des Slapp pour faire taire les journalistes. Ces procédures prennent un caractère tellement systématique que RSF, devant l'ampleur de la menace, a appelé en avril 2022 le Parlement européen et les Etats membres à adopter des mesures pour lutter contre les procédures-bâillons.

Le bureau Assistance s'est inscrit dans la complémentarité de cette démarche en apportant un soutien financier à des journalistes victimes de procédures-bâillons. En août 2022, un proche conseiller et neveu du Premier ministre grec a attaqué en justice un site d'information ayant publié une enquête sur les pratiques illégales du gouvernement grec. Il réclamait une réparation de 150 000 € au média mais également aux auteurs de l'article mis en cause, et le retrait de l'enquête. Le bureau Assistance a octroyé une bourse à certains de ces journalistes pour leur permettre de couvrir une partie des frais d'avocat engagés dans les procès.

Afin de soutenir et protéger les journalistes continuant à exercer leur métier en Iran, RSF a également mis à leur disposition des accès VPNs gratuits. 85 VPNs ont ainsi été distribués en 2022.

# 5.

# EUROPE DE L'EST ASIE CENTRALE

**Nombre de journalistes soutenus : 193** (99 directement par RSF et 94 par d'IMI)

**Nombre de soutiens administratifs : 47**

**Nombre de bourses individuelles : 133** (39 attribuées par le bureau assistance et 99 via IMI)

**Montant total des bourses individuelles : 119 250€**

**Nombre de média soutenus : 33**

**Montant total des soutiens médias : 223 639€**

## Russie : faire vivre l'information indépendante hors des frontières

Dès le début de l'invasion de l'Ukraine le 24 février dernier, une chape de plomb s'est abattue sur les journalistes et médias indépendants en Russie, et n'a cessé de s'étendre depuis. Les journalistes se sont tout d'abord vu interdire l'usage des mots « guerre », « attaque » ou « invasion » pour qualifier le conflit, sous peine d'être censurés. Puis, un amendement prévoyant jusqu'à quinze ans de prison pour les journalistes qui publieraient des « fausses informations » sur les forces armées russes a été adopté. Ces mesures ont rapidement été suivies de sanctions contre les journalistes indépendants. Dans ce contexte délétère, nombre d'entre eux n'ont eu d'autre solution que l'exil pour échapper à de graves persécutions et à la censure implacable de Moscou.

Le bureau Assistance s'est immédiatement mobilisé afin d'apporter un soutien aux professionnels des médias ayant fui la Russie et se trouvant sans ressources financières. Ainsi, **des bourses d'assistance ont été attribuées à 28 d'entre eux**. De nombreux journalistes se sont d'abord rendus dans des pays de transit avant de chercher à rejoindre des États de l'Union européenne où ils disposent de relations personnelles ou professionnelles. **Le bureau Assistance a activement soutenu les demandes de visa de 23 journalistes russes, principalement vers la France**. Une fois arrivés sur le territoire national, tous ont été confrontés à de longs délais pour obtenir des titres de séjour pérennes. Le bureau Assistance est intervenu afin de soutenir les demandes de 6 journalistes auprès des préfectures. Tous continuent d'exercer pour des médias indépendants et espèrent se voir octroyer des permis de séjour longue durée pour continuer d'informer la population russe depuis l'étranger. Le bureau Assistance a également contribué à traiter les nombreuses demandes reçues par **la section allemande de RSF, qui a de son côté aidé 87 journalistes à obtenir des permis de séjour outre-Rhin**.

Conséquence de cet exode massif, des rédactions entières se sont établies à l'étranger et s'efforcent de poursuivre leur engagement pour une information libre et indépendante. Afin de soutenir les journalistes en exil, RSF a lancé le JX Fund, un fonds de soutien aux journalistes en exil.



*Le journaliste russe Denis Kataev sur le plateau de la chaîne TV Rain (Dojd). Craignant une arrestation, il s'est exilé en France en mars 2022 et continue ses activités. ©DR*

## Ukraine : soutenir le journalisme indépendant

L'invasion de l'Ukraine par les forces russes a provoqué un séisme pour beaucoup de médias indépendants, qui ont vu leurs ressources fondre drastiquement en raison de la perte soudaine de revenus publicitaires et, pour certains, du désengagement des abonnés payants, la crise économique sévissant dans le pays obligeant les Ukrainiens à se recentrer sur le vital.

Malgré ces difficultés, les journalistes locaux ont redoublé d'efforts pour fournir une information fiable et indépendante afin de contrer les tentatives de propagande et de désinformation, nombreuses dans un contexte de conflit. Conscient de l'importance du travail de terrain, le bureau Assistance a rapidement identifié, en collaboration avec l'équipe de RSF et ses partenaires, **32 médias locaux indépendants** nécessitant un soutien financier pour poursuivre la couverture de l'actualité principalement dans le Sud et l'Est du pays, où les conflits ont été les plus intenses.

Ces 32 titres illustrent la diversité et le dynamisme du journalisme en Ukraine, comptant des équipes allant d'une poignée de salariés à plusieurs dizaines. Certains se focalisent sur une région spécifique tandis que d'autres ont une audience nationale et plusieurs canaux de diffusion sont représentés : presse écrite, sites Internet, réseaux sociaux et stations de radio. Néanmoins, tous ont exprimé leurs difficultés à couvrir les frais de ressources humaines ; le soutien financier de Reporters sans frontières a donc principalement servi à maintenir la couverture des salaires des collaborateurs des médias, assurant ainsi la survie des rédactions et la continuité de la production de contenus.

L'impact a donc été très concret, comme le décrit **Tchernivska Media Group**, qui emploie 45 personnes pour alimenter différents canaux de communication couvrant les événements dans la région de Tchernihiv, à la frontière avec la Russie :

**« Le soutien de RSF est arrivé au bon moment et a été important. Il a permis de couvrir en partie les salaires des journalistes et de l'équipe éditoriale, ainsi que d'acheter du matériel essentiel. Ainsi, notre équipe a continué son travail sereinement, sans se soucier du financement, ce qui a eu un effet bénéfique sur la qualité générale et la quantité des contenus produits. »**

Autre témoignage : **Cheline Media Group**, média en ligne créé en 2016 et basé à Tchernihiv, comptant 9 employés et une audience d'environ 600 000 visiteurs uniques par mois :

**« La région de Tchernihiv est la cible quotidienne de l'artillerie russe et des tirs de mortiers. Les communautés vivant à la frontière de la région sont bombardées chaque jour. Aussi, il est important de couvrir ces événements et d'informer la population locale du danger en cours et d'une possible escalade [...] Grâce au soutien de RSF, nous avons pu nous rendre dans de nombreuses villes situées sur la frontière, parler avec des témoins des actions militaires et des proches de prisonniers, et enregistrer les crimes russes. »**



Interview d'une résidente d'un village à la frontière pour Cheline (région de Chernihiv) ©DR



Créé en 2004, **Visnyk Ch** est un hebdomadaire distribué dans la région de Chernihiv à l'origine financé par la publicité et les abonnements. L'occupation par les troupes russes de la région dès le début de l'invasion avait fait cesser sa parution jusqu'au printemps 2022, lorsqu'elles se sont retirées. Le média avait entre-temps vu ses revenus chuter et a cherché du soutien. Les fonds octroyés par le bureau Assistance ont permis au titre de continuer d'assurer le paiement des salaires, et ainsi de continuer sa couverture des événements partout dans la région, notamment près de la frontière.



*Impression du premier numéro de Visnyk Ch post-désoccupation de la région de Tchernihiv, le 12 mai 2022. ©DR*

**Hromadske** est une chaîne de télévision créée en 2013 par un groupe de journalistes indépendants basés dans la région de Kiev. Le soutien reçu de RSF après le début de l'invasion a permis de compenser la perte de revenus issus de la publicité afin d'assumer principalement les coûts d'assurance et de déplacements pour les reporters, qui ont activement couvert les lignes de front du conflit. La chaîne a gagné plus de 300 000 auditeurs réguliers depuis le début de la guerre.



*Reporter de Hromadske sur le terrain. ©DR*

# 6.

# AMÉRIQUES

**Nombre de journalistes soutenus : 18**

**Nombre de soutiens administratifs : 8**

**Nombre de bourses individuelles : 12**

**Montant total des bourses individuelles : 21 716€**

**Nombre de soutien média : 2**

**Montant total soutien média : 10 807€**

## Brésil

### Amazônia real face à la violence des conflits environnementaux

*Amazônia Real* est une agence de presse centrée, depuis sa création en 2013, sur le journalisme d'investigation dans la région amazonienne, particulièrement sur les thématiques environnementales. En 2020, le bureau Assistance avait apporté une aide financière au média qui souhaitait mener un ambitieux projet d'investigation sur l'impact de la monoculture du riz sur l'île de Marajó. Ce soutien avait permis de produire un article et une vidéo détaillés sur les conséquences environnementales de cette culture, dans un contexte de multiplication des conflits liés aux ressources en Amazonie sous la présidence de Jair Bolsonaro.

En 2022, les tensions dans la région ne se sont pas tariées et trois collaborateurs d'*Amazônia Real* en ont fait les frais. En mai, ils se sont lancés dans une enquête sur les liens entre les incendies spectaculaires dans la localité d'Alter do Chão, dans l'État du Pará, et les problèmes d'accaparement de terres et de spéculation immobilière. Anticipant de probables représailles de la part des propriétaires terriens suite à la publication du reportage, le média a réalisé une analyse de risques avec le soutien du bureau Amérique latine de RSF. Considérant la sensibilité du sujet, la décision a été prise pour l'équipe de ne pas signer le reportage et de quitter Alter do Chão temporairement pour réduire les risques associés à la répercussion de l'enquête au niveau local.

**Afin de les aider à subvenir à leurs besoins loin de leur domicile et sans activité professionnelle, le bureau Assistance a octroyé une bourse aux trois journalistes. Ces derniers ont ensuite repris leur travail progressivement, d'abord à distance, puis sont retournés dans la région mais n'ont pas encore pu se montrer dans la localité d'Alter do Chão, craignant toujours que leur sécurité y soit menacée.**

## Honduras

### Sonia Pérez López : la voix des populations indigènes

Originnaire de El Progreso, ville moyenne située au nord-ouest du Honduras, Sonia Pérez López travaillait pour une radio locale nommée Radio Progreso. Depuis 3 ans, la journaliste avait décidé de focaliser son travail sur les crimes commis contre des populations indigènes dans la région. En mai dernier, elle a ainsi couvert le déplacement forcé de plus de 100 familles issues de la communauté indigène Lenca par un propriétaire terrien local soutenu par les autorités honduriennes. Très rapidement après la publication du reportage de Mme Pérez Lopez, cette dernière a été ciblée par une plainte du propriétaire responsable de l'expulsion pour « intrusion et de dommages à la propriété ». En parallèle, la journaliste a fait l'objet d'une campagne d'intimidation et de surveillance intense à son domicile et par téléphone. Elle s'est vue forcée de restreindre drastiquement ses activités professionnelles, de peur de subir de graves représailles.

En raison de la pression subie, elle ne pouvait envisager sereinement son avenir et celui de son enfant dans le pays. En effet, les journalistes de la presse d'opposition et des médias communautaires sont régulièrement visés par des campagnes de harcèlement, menacés de mort ou contraints à l'exil dans le pays, sans pouvoir espérer une quelconque protection des forces de l'ordre, qui sont souvent elles-mêmes à l'origine des violences.

**Dans une situation inextricable, Mme Pérez López s'est résignée à rejoindre l'Espagne en novembre dernier. Le bureau Assistance suit activement sa situation et soutient la journaliste dans ses démarches de demande d'asile, en collaboration avec la section espagnole de RSF.**

# 7.

# AFRIQUE

**Nombre de journalistes soutenus: 33**

**Nombre de soutiens administratifs: 2**

**Nombre de bourses individuelles: 26**

**Montant total des bourses individuelles: 31 497 €**

## Mali

### Malick Konaté, symbole de la restriction de l'espace médiatique

Directeur de la chaîne d'information en ligne *Horon TV* et journaliste reporter d'images (JRI) pour divers médias internationaux, Malick Konaté est accusé d'être un opposant au régime en place depuis la prise de pouvoir de la junte au Mali en 2020. Alors qu'il était déjà la cible de menaces de mort régulières, la pression contre lui s'est intensifiée suite à la diffusion en octobre dernier d'une enquête sur la présence de la milice privée russe Wagner au Mali par la chaîne de télévision française *BFM TV*. Sa participation à la réalisation de ce reportage a valu à M. Konaté de recevoir des intimidations de toutes parts, ainsi qu'une visite à son domicile des autorités militaires. Ayant à ce moment-là déjà quitté le Mali, le journaliste a échappé à une arrestation presque certaine et, inquiet pour sa sécurité, a décidé de prolonger son séjour hors de son pays.

**Ses ressources financières s'étant néanmoins amoindries, le bureau Assistance lui est venu en aide afin qu'il puisse rester à l'étranger, loin de l'hostilité que lui vouent les autorités maliennes.**

*Menacé, le journaliste reporter d'images Malick Konaté a dû quitter le Mali. ©DR*



## Témoignage anonyme

### République Centrafricaine, un journaliste pris en étau entre groupes armés et autorités locales

X collabore depuis longtemps avec divers médias français depuis son pays, la République centrafricaine. En 2021, la publication d'un article sur les milices armées qui soutiennent le président Touadéra lui avait valu d'être activement recherché par les miliciens concernés.

Soutenu par le bureau Assistance de RSF, il avait fui le pays une première fois avec sa famille afin d'échapper à un risque aigu de représailles. Rentré dans son pays quelques mois plus tard, il se pensait suffisamment en sécurité pour reprendre ses activités. Il a cependant rapidement été pris pour cible par une personne proche d'Evgueni Prigojine, l'homme qui dirige l'entreprise de mercenaires russes Wagner dont la présence en République centrafricaine a été maintes fois documentée.

De façon générale, le rapprochement des autorités locales avec le pouvoir russe s'est accompagné d'une propagation importante de la désinformation et parfois d'une intense hostilité envers la France. En tant que collaborateur local de la presse française, X a fait l'objet de nombreuses menaces et de faits de harcèlement. Face au risque pour sa sécurité, il s'est résigné à quitter une nouvelle fois son pays temporairement en août dernier.

**Le bureau Assistance lui est de nouveau venu en aide afin de couvrir les frais liés à sa réinstallation à l'étranger et ses besoins quotidiens pour quelques semaines.**

# PROTECTION POUR LES JOURNALISTES EXERÇANT SUR DES TERRAINS DANGEREUX

## Renouvellement du stock de matériel de protection de prêt pour les journalistes

Couvrir les conflits armés au plus près des combats est depuis longtemps une activité nécessaire pour les professionnels des médias dans le monde entier. Rapporter les informations depuis les lignes de front reste cependant éminemment dangereux et exige un maximum de précautions. Le matériel de protection est indispensable pour les journalistes et leurs collaborateurs dans leurs missions de terrain.

Depuis plus de dix ans, le bureau Assistance propose des gilets pare-balles et casques de protection au prêt pour les journalistes adhérents de RSF, afin de leur éviter un investissement financier souvent lourd, pour du matériel parfois peu usité. Ce type d'équipement évoluant régulièrement et se perfectionnant, le bureau Assistance a renouvelé son stock en 2022 en investissant dans **10 gilets pare-balles et 10 casques neufs**, plus légers et ajustables que les anciens modèles disponibles au prêt. Ce matériel a été **emprunté 47 fois au cours de l'année, par des journalistes principalement en partance pour l'Ukraine.**

## Une nouvelle offre d'assurance pour les journalistes partant à l'étranger

Le bureau Assistance propose depuis plusieurs années une offre d'assurances conçue spécialement pour les journalistes adhérents de RSF partant couvrir l'actualité à l'étranger, notamment lorsqu'il s'agit de pays théâtres de conflits armés ou traversés par de fortes tensions. Interrompue en raison de la pandémie de Covid-19, l'ancienne proposition a été remplacée cette année par une nouvelle offre de couverture en partenariat avec l'entreprise spécialisée dans l'assurance voyage battleface qui comprend notamment les soins médicaux d'urgence, les frais d'hospitalisation, le rapatriement sanitaire, ou encore l'assurance du matériel.

Ce nouveau produit a été lancé en mars 2022, soit quelques jours après le début de l'invasion russe en Ukraine. Un moment opportun puisque le déclenchement des hostilités a provoqué le départ de nombreux reporters sur le terrain. Ainsi, depuis mars 2022, **542 nouvelles souscriptions ont été enregistrées dans le cadre du partenariat entre RSF et battleface.**

# COLLATERAL FREEDOM

Collateral Freedom est une opération menée par Reporters sans frontières pour lutter contre la censure en ligne. Cette opération propose une méthode d'action simple et rapide à mettre en place pour lutter contre la censure des médias en ligne : créer des sites miroirs dynamiques de médias bloqués sur des réseaux nationaux. Ces sites miroirs sont hébergés sur des serveurs situés en dehors des pays qui ont recours à la censure.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a conduit cette dernière à renforcer son contrôle sur les médias russes et se livrer à de nombreux blocages de sites d'information sur le réseau national. En 2022, ce projet a été particulièrement sollicité pour soutenir l'écosystème médiatique russe : **14 nouveaux médias** ont bénéficié de ce projet, pour la plupart des médias russes indépendants comme le site d'information *Meduza.io*, mais aussi des médias internationaux bloqués en Russie à l'exemple de la *Deutsche Welle* ou de *RFI*.